

La France, un pays irréformable ?

« La France n'est pas un pays réformable (...) Parce que les Françaises et les Français détestent les réformes ». La déclaration d'Emmanuel Macron n'est pas passée inaperçue. L'idée selon laquelle il est impossible de réformer en France ne date pas d'hier. Les freins sont connus : une culture de la contestation, des divergences partisans claniques. Heureusement des solutions existent face à ce jeu de rôle. Pour autant ; cette maxime est elle le reflet de la réalité ?

« La France n'est pas réformable », est une idée reçue suggérant que la France n'a jamais changé. L'histoire nous démontre le contraire : la Révolution de 1789, les réformes du Front Populaire en 1936, le droit de vote des femmes en 1944, l'abolition de la peine de mort en 1981 entre autres. Des exemples très récents montrent que des réformes, mêmes impopulaires, sont entrées en vigueur : la réforme des retraites de 2010, et plus récemment la loi Travail. Dans un pays de tradition jacobine centralisatrice, deux nouveaux niveaux d'organisations ont été créés, la région et l'intercommunalité. Toujours vers une nouvelle décentralisation les régions ont fusionnées entre elles en grandes régions et les communes entre elles en intercommunalité. C'est un énorme progrès.

Cependant, ces efforts ne suffisent à faire mentir le Président Macron.

Le peuple, via ses élites, n'est pas exempt de reproches. Nourri au lait de l'étatisme qui traverse à peu près toutes les formations politiques de droite, de gauche, d'extrême-droite et d'extrême-gauche les Français comptent en permanence sur le « Dieu État » pour répondre à toutes ses tares : manque de compétitivité, manque de productivité, problème des retraites, de l'assurance-chômage, de la sécurité sociale et autres déséquilibres. Lorsqu'une réforme aboutie, le plus souvent elle crée un avantage coûteux, comme les 35 heures, la couverture maladie universelle (CMU), la retraite à 60 ans, ou elle est compensée par d'onéreuses contreparties tels les régimes spéciaux ! Des efforts sont impératifs si les réformes sont justes et équilibrées sous peine de rester dans cet éternel immobilisme franco français.

Quoiqu'il en soit l'éternel pessimisme français nous empêche d'avancer. Nous adorons nous présenter comme un pays en déclin, incapables de capitaliser sur nos talents et nos richesses. Chateaubriand au XIX siècle y faisait déjà référence !!. Sylvain Tesson a eu cette phrase il y a peu : « La France est un paradis peuplé de gens qui se croient en enfer. »

L'herbe est elle plus verte chez nos voisins ? Les modèles allemands ou scandinaves sont souvent pris en exemple et vantés pour leur efficacité qui n'est plus à prouver. La force de l'économie allemande repose sur des entreprises de taille intermédiaires solidifiées par des investissements stables répondant à une tradition ancienne (après la guerre de 1870) et pourvues d'une culture du dialogue social. Les réformes engagées par Gerhard Schröder dans les années 1990 n'étaient pas soumises à la règle des 3% de déficit dictée par Bruxelles. Le Canada ou la Suède ont pu faire des dévaluations massives de leur monnaie. Elles n'auraient pas été possibles sans cela. En France, notre marge de manœuvre actuelle est bien plus fine que celles de nos voisins. Nous sommes à la fois tenus de réduire notre déficit, tout en devant rendre des comptes à la Banque centrale européenne.

Les réformes réalisées ne se sont pas faites sans difficultés. Les contestations peuvent apparaître moins « fortes » parce que les contre-pouvoirs sont mieux installés et acceptés qu'en France. Aux Pays-Bas, la réforme des retraites a pris plusieurs années. Dans ces pays, il est normal que le processus soit plus long pour essayer de trouver une version qui puisse être acceptable par le plus grand nombre. Si la France est abonnée aux blocages, c'est parce que syndicats et patronat ne savent pas négocier. Les syndicats refusent de voir les évidences financières qui ruinent le système ; le patronat refuse de bouger (et même de parler !), laissant le gouvernement se débrouiller seul. L'immobilisme français est d'autant plus dommageable que les dirigeants politiques et syndicaux d'aujourd'hui sont des réformistes sincères et des hommes de bonne volonté mais chacun attend de savoir qui sera le perdant, du gouvernement ou des grévistes alors que le seul perdant est toujours le même le pays.

Il est une solution radicale pour en finir avec la tétanie paritaire : renforcer la loi de modernisation du dialogue social votée en janvier 2007 et imposer un calendrier de tractations aux partenaires sociaux sur de multiples sujets, avec obligation d'aboutir à un accord. Au-delà de la date limite de négociation, le gouvernement se saisit du problème et opère non par une loi, qui perd encore du temps, mais par ordonnances, parallèlement une clause interdirait au patronat et aux syndicats de se ressaisir du sujet durant dix ans. La responsabilité sociale se mérite par l'efficacité.

La France a d'énormes atouts pour l'avenir mais, du fait de l'engourdissement de la puissance publique depuis 1986, elle est menacée de déclin dans un monde qui change à une vitesse extraordinaire.

Xavier Aubert